



UNIVERSITÄTS-
BIBLIOTHEK
HEIDELBERG

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 14 (1986)

DOI: 10.11588/fr.1986.0.52959

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

près l'exemple de l'enseignement réel, en refusant à l'enseignement spécial des locaux qui lui fussent propres. La préparation des futurs étudiants en médecine et ingénieurs restait donc inadéquate.

Le principal objet d'admiration pour les observateurs français résidait dans les universités allemandes. Dreyfus-Brisac encore, Gabriel Monod, Marcellin Berthelot, Seignobos, Lavisie prônent la « science » allemande. La réforme républicaine de l'enseignement supérieur introduit en France les maîtres de conférences, vus alors comme une équivalence des *Privatdozenten*; une augmentation des crédits permet des constructions, avec des salles de séminaires et des bibliothèques. Le modèle pédagogique allemand du séminaire, que veut imiter la conférence française, s'impose. La différence n'est pas très sensible entre les deux pays pour le nombre des étudiants, sauf en médecine et en théologie. Elle est surtout d'ordre géographique et financier. Paris, la plus grosse université du monde par sa fréquentation, s'oppose à l'indigence provinciale, face aux vingt et une universités allemandes; aussi bien la France délivre-t-elle deux fois moins de doctorats que l'Allemagne. La faiblesse relative est ressentie surtout en sciences. Cette situation inspire la réforme de Liard qui aboutit dans les années 1890 à la constitution de nouvelles entités administratives, les universités, qui regroupent les facultés d'un même lieu et sont disséminées sur le territoire français.

L'auteur estime qu'en 1893, les leçons de la défaite, une fois assimilées, ont été traduites en lois. Sans doute veut-il trop prouver, en attribuant à cette défaite des institutions qui seraient sûrement nées sans elle, comme l'instruction primaire obligatoire ou la recherche de centres universitaires provinciaux. Il n'empêche que l'esprit dans lequel ont été discutées et adoptées nombre de mesures est imprégné de la hantise du déclin et du désir de relever la nation de l'humiliation subie. De là relève la tendance, notée en conclusion, à identifier les notions de « moderne » et d'« allemand ». Quant au « déclin », une bonne connaissance des récents travaux américains et allemands sur ce thème, jointe à ses propres investigations, conduit A.M. à réfuter les arguments « antidéclinistes ». Compte tenu des nuances à apporter selon les secteurs et les divers aspects considérés, du fait que les efforts, en France et en Allemagne furent comparables en proportion, la France, durant les trente dernières années du siècle, se trouvait distancée de beaucoup, particulièrement par sa situation démographique.

Au total, un ouvrage neuf par les sources et le propos auquel ne pourront manquer de se référer tous ceux qui aspirent à élargir leur compréhension de l'histoire de la III^e République.

Françoise MAYEUR, Lille

Adolf LAUFS, Eduard Lasker. Ein Leben für den Rechtsstaat, Zürich, Göttingen (Muster-Schmidt-Verlag) 1984, 151 p. (Persönlichkeit und Geschichte, 118/119).

Le petit livre de M. Laufs apportera sans aucun doute la solution à plusieurs paradoxes qui, pour le lecteur français, hypothèquent le XIX^e siècle allemand. En matière politique c'est bien le sentiment national conservateur voire pangermaniste exacerbé par la victoire de 1870, qui semble dicter les comportements. Or, à y regarder de plus près les éléments progressistes l'emportent assez souvent dans les élections et les votes parlementaires. Et pour l'historien du droit qui s'en tiendrait aux idées reçues ou à ce que lui apprennent les « Considérations intempestives » de Nietzsche, l'époque ne paraît-elle pas outrageusement dominée par le traditionalisme plus ou moins romantique que concrétise l'« Ecole Historique » ? N'est-elle pas par ailleurs paralysée par la multiplicité de savantes abstractions philosophiques dont aucune ne s'impose ? Pourtant c'est bien l'Empire allemand d'après 1870 qui élabore la législation la plus adaptée aux nouveautés scientifiques et industrielles, et qui – surtout – met en place les principes et les structures constitutionnels de l'« Etat de Droit » ainsi qu'un Code Civil que l'Europe admirera à l'instar de celui de Napoléon. L'auteur, à la fois historien et juriste,

n'ignore pas que ces apparentes contradictions ne se posent pas seulement au public cultivé français. Son étude démontre par ailleurs combien la biographie d'un praticien du travail législatif profite à l'épistémologie d'un système juridique et administratif.

Or, parmi les pères fondateurs du régime constitutionnel, juridique et administratif de l'Empire allemand d'après 1870, Eduard Lasker (1829–1884) occupe une place de choix. Selon un mot de Bismarck il n'y a pas eu de projet gouvernemental qui n'ait pu être adopté sans que le député Lasker y ait apposé sa marque. A la Diète Fédérale (Reichstag) comme à la Chambre des Députés de Prusse, Lasker a été le »permanent« du parti libéral, un des rares parlementaires du temps à se consacrer entièrement et uniquement au travail législatif. Au travers de la personnalité et de l'action de ce représentant du libéralisme allemand on comprend au mieux les rapports de ce parti avec les révolutionnaires de gauche et les »Kathedersozialisten«, (Lasker n'avait-il pas fondé, en 1848, à 19 ans, un quotidien portant le titre »Der Socialist«?), avec les loges (Lasker était maçon), ou aussi la lutte des libéraux contre la discrimination des juifs (Lasker était juif).

La plupart des problèmes évoqués sont encore d'actualité. Le beau travail de M. A. Laufs est une remarquable incitation à poursuivre la réflexion commune.

Marcel THOMANN, Strasbourg

Max GALLO, *Le grand Jaurès*, Paris (Robert Laffont) 1984, 637 S.

Was hat den Vf. veranlaßt, die lange Reihe der Jaurès-Biographien durch ein weiteres, umfangreiches Werk zu verlängern? Ist es dieses anscheinend unstillbare Verlangen des Publikums, Geschichte in Form von Biographien zu konsumieren, möglichst elegant und eingängig geschrieben? Also einem Modetrend nachzugeben? Oder verfolgte der Vf. bestimmte politisch-ideologische Ziele, wenn er just in dem Augenblick an Jaurès erinnerte, da die sozialistisch-kommunistische Koalition zwar noch regierte, der »état de grâce« sich aber längst verflüchtigt hatte? Etwas muß daran sein, denn an einer Stelle (S. 20) heißt es etwas mysteriös, daß der »historische Moment« diese Biographie nötig mache. War es der Moment, als sich der Vf. in seiner Eigenschaft als Sprecher der Regierung Mauroy über das Schweigen der linken Intellektuellen erregte und damit eine für den Zustand der öffentlichen Meinung (und eben dieser Intellektuellen) bemerkenswerte Debatte entfesselte? Wollte er gar einen Beitrag leisten, um dem Verfall der »kulturellen Hegemonie«, wie die Linke sie solange ausgeübt hatte, entgegenzuwirken? Nein: damit würde man den Autor und seinen Gegenstand dann doch überfordern.

Das wahre Motiv liegt viel näher. Max Gallo, gelernter Historiker, Romancier (berühmt ist seine Trilogie über Nizza »La Baie des Anges«, 1975/76), schließlich Politiker ohne große Fortune (seit 1974 Mitglied der Sozialistischen Partei, 1981 zum ersten Mal im Département Alpes-Maritimes in die Nationalversammlung gewählt), gehört einfach, wie er selber bekennt, zur großen Schar der Bewunderer dieses in der Tat einzigartigen Sozialistenführers, der ebensoviel Haß wie Verehrung provoziert hat: »J'ai donc moi aussi mêlé Jaurès à mes héros« (S. 19). Oder, als letzter bündiger Satz: »Je suis avec Jaurès« (S. 595). So ist das Buch geworden, was es werden sollte: eine Huldigung an jene Gestalt, in der der Mensch und die Idee des humanen Sozialismus eine vollkommene, nie wieder erreichte Einheit eingegangen sind.

Zunächst gelingt es dem Vf., den Leser trotz des unvermeidbaren und bisweilen penetrant hagiographisch-didaktischen Grundtons in den Bann seines Helden zu ziehen. Ein lebhafter Stil, Freude am Erzählen und farbige Anschauung helfen dabei. Unverkennbar ist das Bemühen, zuallererst den Menschen Jaurès nahezubringen: die meridional-kleinbürgerliche Herkunft, die seine (sehr konventionellen) moralischen Anschauungen ebenso prägte wie die